

Eloge du Corps Vétérinaire Colonial

par M. G. CURASSON

MESDAMES, MESSIEURS.

Quand notre Secrétaire général m'a demandé de remplir le difficile mais agréable devoir qui me vaut d'être aujourd'hui à cette tribune, j'ai d'abord dû faire oraison pour rechercher les motifs qui pouvaient justifier ce choix.

Et j'ai éprouvé un sentiment complexe, où il entrait quelque confusion. Je me suis finalement dit qu'on avait certainement voulu reconnaître, moins les titres que personnellement je puis offrir, que l'importance grandissante d'une branche de notre activité à laquelle — je le dis sans fausse présomption — j'ai consacré avec plus ou moins de succès une partie de ma vie professionnelle, et à laquelle je dois de passionnants souvenirs.

Faire oraison, cela m'a incité à la modestie, et à me dire que je puis mettre au service d'une cause que je vais défendre devant vous plus de bonne volonté que de compétence et d'efficacité.

J'aurai heureusement, pour m'y aider, l'exemple de nos anciens, avec lesquels je vais vous convier à un voyage dans le passé; un voyage qui ne serait qu'amusement s'il ne s'accompagnait d'une grande leçon. Car nous ne nous bornerons pas à conserver hargneusement leur acquis, comme ces familles riches dont les fils dégénérés traînent une vie sans courage, sans rien entreprendre de nouveau et de constructif, ce qui est le chemin de la ruine. Fiers d'un riche passé, nous ne nous pencherons pas sur lui pour en apaiser la lancinante nostalgie, mais pour éclairer notre présent, et surtout notre avenir.

Car, voyez-vous, aujourd'hui comme hier, les mêmes questions se posent, les mêmes données demeurent, la toile de fond reste identique. Ce qui change, ce ne sont pas tant les hommes ou le décor; ni même, bien qu'on le croie, les institutions. C'est plutôt l'angle de la prise de vue ou le foyer de l'objectif. Ce que nous observions autrefois au microscope ordinaire, on le regarde maintenant à l'électronique.

Juger d'après l'état présent, sans tenir compte des résultats historiques qui le composent, voilà ce qu'on cherche parfois aujourd'hui pour stigmatiser l'œuvre de ceux qui furent les « coloniaux ».

Eh bien non ! nous ne pouvons nous prêter au mensonge, et trahir la foi de nos aînés, laisser tomber dans l'oubli leurs efforts, leurs sacrifices, les résultats que nous leur devons.

Il ne s'agit pas ici de faire le procès des tendances actuelles; ce serait jeu facile; nous ne le tenterons pas, parce qu'elles sont nées pour bonne part d'un désir sincère de faire neuf et durable.

Mais avec tout l'amour que je porte à notre profession et à ceux qui, avant nous et avec nous, ont si vaillamment œuvré et combattu, je me dois de simplement retracer, pour ceux qui pourraient nous juger, la courbe de l'évolution de notre profession dans ce qu'on appelle maintenant les pays d'outre-mer.

Si haïssable que soit le moi, il vous faudra me pardonner si je me laisse aller à évoquer des souvenirs personnels et à abandonner parfois le mode académique. C'est que, si je voulais ne rien oublier pour réaliser mon dessein, il me faudrait faire de l'histoire, un peu de médecine, pas mal d'économie politique, frôler parfois -- mais je ne le ferai pas -- la politique tout court. Il me faudrait vous décrire le champ immense où la vétérinaire coloniale porte ses regards et exerce son activité. Il me faudrait n'oublier aucun de ceux qui lui ont donné quelque lustre; et alors, comme vous le verrez, quand on fait ce retour vers le passé, on pense au mot de je ne sais plus quelle comédie : « J'arrive du désert; il y avait un monde ! »

Il me faudrait, regardant l'avenir, vous dire ce que semble devoir être notre action future, et le rôle qui, en la matière, peut revenir à notre Académie. Mais je n'ai pas l'intention de refaire pour notre Compagnie comme la lettre de FÉNELON sur les occupations de l'Académie française.

Avant toute chose, je me dois de m'expliquer devant vous sur un des éléments de cette confusion ressentie quand me fut proposée mon intervention d'aujourd'hui; cela tient à cette appellation : vétérinaire coloniale.

Aux deux mots de cette expression, on attribue trop souvent, pour le premier, une signification restrictive, pour le second un caractère péjoratif. Essayons de leur rendre leur véritable sens.

Concernant cette épithète « colonial » je me trouve devant le même problème que mes collègues de l'Académie des Sciences coloniales quand, il y a quelques années, on leur demanda de l'abandonner, ce qu'ils refusèrent. Car ils jugèrent sainement qu'il appartient de distinguer entre ce qu'on appelle le colonialisme et ce que nous appelons la colonisation.

Car on ne dit plus, dans beaucoup de milieux : colonial, mais

colonialiste; et on entend par colonialisme un ensemble de méthodes que la conscience universelle réprouve fort justement.

Oh ! nous connaissons les griefs de ceux qui s'intitulent dans un jargon agressif, les « anticolonialistes », bien qu'il soit difficile de traduire cet idiotisme nouveau dans la série des slogans qui sévissent dans un pays qui dit avoir la primauté dans le domaine du verbe.

Coloniser c'était, et c'est encore, au sens étymologique du mot, « cultiver » c'est-à-dire élever et par conséquent amener, par une progressive libération, les populations à l'émancipation; cela en provoquant une maturité politique qui leur fournisse les raisons de se rapprocher de la Métropole, maternelle aujourd'hui, pour recourir à l'image saisissante du Président SARRAUT, et fraternelle demain.

Car au fond, la colonisation, c'est simplement l'apport à une moitié du monde des conquêtes de la civilisation occidentale; et cette civilisation nous pouvons, nous les biologistes, la qualifier de civilisation scientifique, par opposition à l'ignorance des noirs et aux philosophies décevantes des jaunes.

Tout ce que représente cette civilisation scientifique, nous l'avons construit, organisé dans nos territoires d'outre-mer, avec des moyens et dans des conditions tels, que nous pouvons conseiller aux nouveaux venus qui critiquent de comparer non pas à ce qui a été créé dans les vieilles nations d'Europe en plusieurs siècles de travail, mais au néant d'avant notre arrivée. Au reste, en ce qui concerne particulièrement la vétérinaire coloniale, nous osons dire que, pour certaines réalisations, la comparaison n'était pas toujours en faveur de la Métropole et nous en verrons des exemples.

Oh ! certes, il en est, parmi ceux qui font de bonne foi de l'anticolonialisme, comme M. JOURDAIN faisait de la prose, qui se rabattent sur la lenteur de l'œuvre accomplie. Mais, comme au volant d'une voiture, ce sont ceux qui n'ont jamais conduit qui veulent aller le plus vite. On oublie trop souvent que, en matière d'amélioration zootechnique, il faut compter non par années, mais par générations, et qu'aussi les méthodes et les moyens n'étaient pas comparables, comme efficacité, aux outils qui sont maintenant aux mains de nos successeurs.

Et puis, notre époque, comme le disait déjà TACITE pour la sienne, est caractérisée par le fait que les hommes ne supportent ni les maux qu'ils endurent, ni les remèdes qu'on leur propose. Ce qui fait qu'on pourrait appliquer aux populations mécontentes des résultats de notre tutelle ou de notre association ce que disait

BALZAC de nos compagnes « leurs yeux ne sont pas tournés vers ce qu'elles nous doivent, mais sur ce que nous n'avons pas fait ».

Trop souvent, nous avons fait figure d'accusés. Nous ne plaï-dons pas coupable, ni devant l'étranger, ni devant les populations éduquées, ni surtout devant des accusateurs comme ceux qu'on peut trouver en Afghanistan, au Guatemala, voire en Amérique du Nord et en U.R.S.S.

Nous avons pour notre part, nous vétérinaires coloniaux, montré qu'un pays colonisateur peut maintenir sa colonisation et détruire le colonialisme de ceux qui voudraient faire servir la colonisation à l'exploitation.

Colonial ? Vous me pardonnerez donc ce mot; mais ils sont encore assez nombreux ceux qui estiment que le mot, quand il s'agit de l'œuvre accomplie par les nôtres, ne comporte aucunement les attributions péjoratives dont la malveillance, l'envie et l'ignorance cherchent à l'amoindrir en d'autres domaines de l'action française dans nos territoires. Et dans un milieu comme le nôtre, où sont connus les bienfaits de la médecine de l'homme et de celle des animaux, dans un milieu scientifique où les pensées ne relèvent pas de l'empirisme des intérêts et des partis, nous avons bien le droit de maintenir ce beau mot colonial, qui évoque un passé dont le sens humain mérite notre fierté; nous ne sommes pas de ceux qui doivent jouer aux pénitents car, s'il est dans l'œuvre de nos anciens quelques erreurs, elles sont bien faibles, au regard de leurs mérites.

Quant au terme « vétérinaire » qui nous est si cher, il faut, pour comprendre combien nous y sommes attachés, savoir l'importance, la variété des divers aspects de notre activité outre-mer, dans le passé comme dans le présent et l'avenir.

Cette diversité, GALLIÉNI à Madagascar, LYAUTEY au Maroc, les Amiraux en Indochine, les Gouverneurs généraux en Afrique Noire, et les Ministres des Colonies l'ont successivement reconnue et consacrée en confiant aux vétérinaires la tâche de conserver, d'améliorer l'important cheptel de la France d'outre-mer, responsables qu'ils furent et qu'ils sont de toute la production animale.

Les raisons qui, tout naturellement, incitèrent ces organisateurs à cette confiance, nous allons les retrouver à travers les temps et à travers le monde.

*
**

A l'exemple d'un collègue érudit et spirituel de l'Académie des Sciences coloniales, lequel remontant le cours des siècles,

décrivait ce qu'eût pu être cette Compagnie si elle avait été créée par François 1^{er}, je me suis complu, en recherchant à votre intention le rôle des vétérinaires dans l'expansion coloniale, à me figurer une Académie vétérinaire coloniale ou, si vous le préférez, une section d'outre-mer de notre Académie.

Il fallait d'abord la placer sous l'égide d'un grand colonial. Cela m'a été facile, bien que le choix puisse étonner. J'ai eu recours à Henri IV.

Car ce dernier, tout comme François 1^{er}, dont les instructions étaient remplies du plus parfait humanisme, et à une période où toute tentative se faisait à la recherche de l'or, fût-ce par la destruction de ce qu'on appelait alors les « sauvages », Henri IV n'avait que des visées morales et religieuses. Il voulait d'abord convertir à la foi chrétienne les indigènes, puis exploiter au profit du colonisé et du colonisateur les ressources animales et végétales, matières premières de ce qu'il appelait une « industrie bénéfique ».

C'est dans cet esprit qu'il organisa l'expédition de Champlain, en 1603. Ses instructions en fixaient le but missionnaire, puis stipulaient qu'on devait demander à l'Amérique, entre autres, « les peaux d'animaux qui donnent le cuir et la fourrure, la viande et les os des bêtes charnues et à grande arête, les graines et toutes denrées d'échange qui sont des richesses plus sûres et moins fondantes que le lingot ».

Vous voyez qu'ainsi étaient préfigurés les buts actuels de notre action outre-mer.

Notre fondateur spirituel trouvé, il nous fallait un président fondateur. Là aussi, cela m'a été facile, bien que je me sois adressé à un méconnu. Mais ce méconnu, je me dois de le réhabiliter devant vous, parce qu'il fût le premier des vétérinaires coloniaux.

Il s'agit de Marie-François ELOY DE BEAUVAIS qui naquit vers 1748; il était le fils d'un ancien notaire, « laboureur-propriétaire » de Mericourt-l'Abbé, en Picardie. Il entre à 17 ans à l'Ecole vétérinaire de Lyon, l'année même de la fondation de cette Ecole. Il fut un sujet brillant puisqu'il remporta, sur 10 concours, 9 prix et un accessit. Aussi fut-il choisi par le Ministre pour faire partie du corps enseignant de la Nouvelle Ecole qu'on fonda, en 1766, à Alfort-lès-Charenton. Il y professa avec CHABERT, FLANDRIN, etc., chargé particulièrement des préparations anatomiques. Après avoir été envoyé pour lutter dans diverses provinces contre les épizooties, il fut en 1770, grâce à BERTIN,

ami comme vous le savez de BOURGELAT, et en raison de ses succès, envoyé en Ile-de-France par le Ministre de la Marine.

Il fonda une Ecole vétérinaire qui dura jusqu'à la conquête anglaise, en 1810. A lire ses mémoires sur les maladies épizootiques, sur les tiques dont il signalait déjà le pouvoir néfaste, sur l'élevage des diverses espèces domestiques, l'introduction de reproducteurs, à lire aussi la *Gazette des Iles de France et de Bourbon*, on conçoit que, quand il mourut, chargé d'ans, son historiographe pouvait dire : « Parmi les hommes recommandables qui ont vécu et qui sont morts à Maurice, M. BEAUVAIS est un de ceux dont la réputation a été le plus justement méritée ».

Vous voyez combien il était juste que fut rappelé son souvenir, combien est méritée la place première que j'ai cru devoir lui donner parmi les vétérinaires coloniaux, et comme était légitime la fierté qu'il arborait quand, au déclin de sa vie, il parcourait encore l'Ile, qui lui était chère, sur un cheval blanc que lui avait donné le Gouverneur militaire anglais; cheval qui avait figuré dans la guerre dans l'Inde et portait un séton au poitrail parce que, disait son maître, un séton est à un cheval ce qu'un cautère est à une jolie femme.

Jusqu'à maintenant ma tâche a été facile; elle devient plus difficile quand il me faut trouver les membres de notre hypothétique Académie. Certes, nous y aurions admis BOURGELAT et aussi BERTIN qui, créole, avait envoyé DE BEAUVAIS dans une de ces vieilles terres d'outre-mer où les Français ont depuis longtemps donné la preuve éclatante de leurs capacités colonisatrices. Mais les hommes vont nous manquer pendant longtemps encore. Hormis HUZARD fils, le premier vétérinaire qui foula en 1821 le sol du Sénégal, l'artiste vétérinaire OLIVIER qui y séjourna peu après, il nous faudra attendre que vienne, pour chacun des territoires, la période de conquête et d'occupation. Alors, les candidats possibles à notre Académie seront presque tous militaires. Cette période, nous la situerons en 1854, ce qui nous permet de fêter aujourd'hui le centenaire de cette Compagnie imaginaire dont l'histoire est peut-être peu compatible avec le sérieux habituel de nos débats.

L'histoire vétérinaire dans nos divers territoires nous donnera tout à l'heure les noms de ceux des nôtres qui ne sauraient demeurer oubliés. Mais il faut bien reconnaître que, malgré cela, le nombre de nos académiciens eut été peu nombreux il y a 100 ans. Aussi aurions-nous admis comme toutes les Académies, des membres libres, et notamment les poètes et les prosateurs qui, à cette période, étaient férus d'exotisme.

Personnellement, j'y eus vu Victor Hugo qui chantait le contraste des mains noires des Bédouines et du beau lait blanc des chamelles; mais j'eus fait une place de choix à BAUDELAIRE qui, au moment où on se battait aux portes de l'immense empire soudanais, mettait l'exotisme à la mode dans des poèmes qui, plus tard, lui vaudront un procès. J'ai retrouvé, au Sénégal, dans des rapports de l'époque, ce goût de littérature exotisante qui touchait même les techniciens, lesquels vibraient encore, à leur débarquement, des évocations baudelairiennes :

*J'irai là-bas où l'arbre et l'homme, pleins de sève
Se pâment longuement sous l'ardeur des climats.*

Et plus tard, nous aurions certes admis APPOLLINAIRE qui n'était pas non plus allé outre-mer et cependant, par ses fréquentations, s'était mis à chanter les chabins, sachant bien qu'il ne s'agit pas là du produit hypothétique du bouc et de la brebis, mais d'une certaine variété de sangs mêlés.

Et quand s'est ouverte la période centenaire que je fixais tout à l'heure, il m'eut été facile de trouver, dans la Métropole et dans nos possessions, les membres et les présidents de notre Compagnie imaginaire. J'aurais offert la présidence successivement à BOULEY aîné qui présidait la Société centrale vétérinaire en 1854, puis aux divers présidents de la Société : HUZARD, qui conduisait ses destinées plus de 20 ans après avoir été au Sénégal; SANSON et PIETREMENT, pour leurs études si complètes sur les races dites exotiques; LARCHER, qui décrivait si longuement les maladies des serpents; NOCARD, membre de la mission pastorienne contre le choléra en Egypte, qui y vit succomber son collègue THUILLIER de la terrible maladie; RAILLIET, dont les déterminations de parasites exotiques ne se comptent pas; MOUQUET qui, à la ménagerie du Jardin des Plantes, avait pris contact indirect avec la faune d'outre-mer.

Ces présidents auraient vu leurs assemblées constituées par ceux dont nous trouverons les noms au cours du périple que nous allons accomplir; et nous serions ainsi arrivés à l'époque actuelle, où l'Académie véritable nous a largement ouvert ses portes, puisque parmi les seuls membres correspondants, 48 sont des coloniaux ou d'anciens coloniaux.

Avant d'entreprendre notre tour du monde, un impérieux et pieux devoir m'incite à vous indiquer les tombes de ceux des nôtres que nous risquons d'y rencontrer.

En 1934, à l'occasion de l'Exposition coloniale, dans un volume

consacré au Service vétérinaire militaire aux Colonies, une longue liste funèbre était dressée, qui évoquait la mémoire de ceux des nôtres tombés, victimes des combats, du climat, des maladies. Incomplète, cette liste a pu être allongée plus tard, et augmentée des noms de ceux, militaires ou civils, qui disparurent jusqu'à la dernière guerre.

L'Algérie nous a fait 19 victimes dont 4 tués à l'ennemi, 1 mort de morve; 7 sont morts en Tunisie.

Quant à l'Afrique noire, elle a pris 29 des nôtres, dont 4 tués au combat. Les victimes civiles y ont été nombreuses; je songe à une réunion qui eut lieu, il y a à peu près 30 ans, à l'Institut Pasteur de KINMA, où nous avons pu nous retrouver quatre de la même promotion d'Alfort. Je suis seul maintenant à pouvoir évoquer ce souvenir.

Le tribut payé à l'Indochine, pour être moins lourd, n'en est pas moins impressionnant : 12 morts, dont 2 à Pasteur de Nya-Trang, 1 autre mort du charbon.

A Madagascar, sur 14 vétérinaires que comprenait le corps expéditionnaire, 4 moururent au cours de la campagne. Par la suite, la terre de la grande Ile nous a pris encore 4 des nôtres.

Le Maroc, le Levant firent moins de victimes : 3 à ma connaissance.

C'est par ce qu'on appelait il y a peu de temps les « vieilles colonies » que nous commencerons notre circuit à travers le monde français d'outre-mer. Ce n'est malheureusement pas là que nous éprouverons le plus de satisfaction.

Depuis le temps lointain où un édit royal prescrivait d'embarquer sur toute caravelle en partance pour les Isles un couple de bœufs, le cheptel de ces vieilles colonies devenues maintenant départements français, s'est constitué au hasard des introductions. Qu'il s'agisse de la Martinique, de la Guadeloupe ou de la Réunion, la préoccupation dominante des agriculteurs a toujours été la production de la canne à sucre, de telle sorte que l'élevage ne s'est vu consacrer que les terres de rebut et s'en est ressenti.

Comme conséquence, le service de l'Élevage y a toujours été mineur, et cependant nos confrères ont pu déterminer la pathologie locale et combattre avec des moyens limités les affections graves.

Une œuvre importante et délicate reste à accomplir; un signe heureux c'est que, l'économie sucrière fléchissant suivant des signes précurseurs déjà notoires, l'élevage devra se développer pour réduire les fortes importations de bétail. C'est en prévision

de cela que l'on a commencé à mettre à la Martinique, sur les vaches dites « créoles » des taureaux importés, schwitz ou charolais; qu'à la Guadeloupe on envisage l'augmentation d'un personnel réduit à deux vétérinaires; qu'à la Réunion on s'attache à l'importation de géniteurs dans une station centrale avec centre d'insémination artificielle, et au fonctionnement de coopératives d'élevage.

Le nouveau statut de ces départements ne nous est pas favorable, car le désir d'uniformisation qui a conduit à leur transformation administrative fait que l'élevage relèvera des seuls services agricoles, les vétérinaires étant peu à peu réduits à une action sanitaire. L'avenir dira si la modification aura heureux effet, et c'est là qu'on va voir s'il est facile de séparer la zootechnie de la pathologie dans des pays où cette dernière est si complexe, où sous-alimentation et parasitisme font le lit de bien des maladies et où pour ne prendre que l'exemple de la Guadeloupe, il n'y a plus que 2 vétérinaires, alors qu'il y en avait 6 il y a 100 ans.

Peut-être est-ce cette réduction d'activité professionnelle qui a incité plusieurs des nôtres à mettre au service de leur île des talents divers, comme le fait notre confrère qui apporte à l'essor touristique de la Martinique un sérieux appui, en transformant en musée le domaine natal de l'Impératrice Joséphine ?

En Afrique noire, comme aux Antilles, les premiers vétérinaires furent des civils. Deux noms sont à relever. Le premier, HUZARD fils, séjourna au Sénégal en 1821-1822. Il était parmi ces « missionnaires » isolés que la Marine envoya après les missions qui, comme celle qui avait pris place sur la *Méduse*, étaient composées de techniciens de diverses appartenances. La mission de HUZARD ne concernait pas seulement l'élevage. Il devait juger si le Sénégal était apte à être l'emplacement d'une colonie. Ses conclusions, concernant l'élevage, étaient aussi optimistes qu'étaient pessimistes ses vues concernant la colonisation.

Quelques années plus tard, il fut suivi d'OLIVIER, vétérinaire du Gouvernement de la Guyane, qui avait pour mission d'organiser le transport de bovins du Sénégal vers la Guyane. Il fut le premier, je pense, à observer la peste bovine et organisa le premier des convois de zébus vers les colonies d'Amérique, convois qui portèrent aux Iles la trypanosomiose, la piroplasmose, la péripneumonie, et le fléau que fut la « tique sénégalaise ».

Il nous faut attendre 1878 pour voir, avec les escadrons de spahis sénégalais, débarquer nos premiers confrères militaires.

La variété des fonctions qui leur furent confiées nous est indiquée par le Général MORDACQ. « Affectés suivant les besoins, soit aux troupes montées, soit aux compagnies de conducteurs, soit à des convois de colonnes, soit aux jardins d'essais et aux services des études agricoles, zootechniques ou commerciales, on leur demandait de soigner indistinctement des hommes ou des animaux, de porter des ordres sous le feu ou d'assurer le ravitaillement des troupes d'assaut, de commander un convoi de porteurs ou un convoi d'évacuation de malades, d'être officier topographe, photographe des colonnes ou professeur d'agriculture ».

C'est à ce moment que nous relevons les noms de AOUCHEN, tué en chargeant avec les spahis; de BOIRON et d'AMIET, tués avec leurs méharistes en défendant le « carré »; de LENOIR, massacré aux côtés du Colonel BONNIER; de SARRAZIN et HUE qui, respectivement, sauvèrent la vie de deux futurs chefs de l'armée française : BARATIER et MARCHAND; et aussi le nom de KOERPER, le premier chef de l'agriculture du Soudan. Plus tard, avec PÉCAUD, avec CAZALBOU et tant d'autres, nous trouvons les premiers chercheurs scientifiques, et quelles moissons firent-ils alors, dont nous profitons encore maintenant, et cela jusqu'à la première guerre mondiale.

Déjà, en 1909, un service Zootechnique qui avait les attributions actuelles du service de l'Élevage, avait été créé au Gouvernement général; son personnel se limitait à un vétérinaire dans chaque colonie.

En 1917, nous étions quelques vétérinaires militaires, d'active ou de réserve, prélevés sur le front, qui débarquèrent à Dakar, avec pour mission d'enrayer la peste bovine qui déferlait sur toute l'Afrique noire. Nous ne connaissions rien du pays, pas beaucoup de la pathologie locale, nous n'avions pas de matériel. Avec quelques seringues, nous inoculions de la bile d'animaux malades. Le résultat, c'était la fuite, la dispersion des troupeaux.

Mais quelle satisfaction quelques années plus tard quand, des moyens nous ayant été fournis — à la mesure des possibilités d'alors — et les premiers essais de sérum ayant convaincu les éleveurs, nous voyions ceux-ci venir à nous. Peu à peu, la maison se montait : en 1918, création d'une Ecole vétérinaire; en 1924, création du laboratoire de Recherches et de Sérothérapie et de plusieurs laboratoires dans les chefs-lieux; organisation de la défense sanitaire par des centres d'immunisation et de traitement, des équipes mobiles de vaccination, création de nombreuses stations d'élevage, de recherches sur les pâturages, diffu-

sion de géniteurs; organisation des abattoirs, du traitement des viandes et des peaux, de l'exportation des animaux.

Peu à peu nous venait la confiance des éleveurs et aussi celle de l'administration supérieure. C'est ce qui nous permit d'obtenir par la suite la création du service de l'Élevage et des industries animales, avec ses multiples attributions, création qui devait faire exemple, puisque plus tard, cette conception était étendue à l'ensemble des territoires d'outre-mer.

Cette évolution, que ceux qui l'ont vécue s'entendent à reconnaître plus rapide que nous ne pouvions l'espérer au départ, je voudrais l'illustrer de quelques observations personnelles.

En 1917, je parcourais, bien escorté de gardes militaires, une piste du SAHEL, à la poursuite inutile de troupeaux que j'avais mission de vacciner contre la péripneumonie. Et je me remémorais une aventure du vétérinaire Colonel Moxon à qui j'avais dû, en 1912, mes premiers enthousiasmes sur la terre marocaine. MONOD, vétérinaire-aide major au Sénégal, quelque 13 ans auparavant, avait failli être émasculé par les femmes sénégalaises parce que, comme moi plus tard, il avait voulu s'attaquer à la péripneumonie. Mes risques furent heureusement moindres que mon appréhension.

Mais quelques années plus tard, quelle satisfaction, quand, remontant la même piste en camion, j'y voyais les éleveurs toronkès à l'attente de ce qu'ils appelaient « le bon médicament ». C'était le sérum antipestique que je leur apportais.

En 1918, au cours d'une tournée chez les Touareg, ceux-ci s'étaient refusés, malgré les injonctions du Commandant de cercle, à me présenter leurs animaux. Et pourtant, 10 ans plus tard, accompagnant le Gouverneur dans la même région, et ce dernier demandant au chef quels étaient ses désirs, celui-ci demanda en premier que le Commandant de cercle soit remplacé par un vétérinaire.

J'arrête là, pour qu'elle n'apparaisse pas comme un plaidoyer « *pro domo* » cette brève description de l'évolution de la profession en Afrique Occidentale, en invoquant la mémoire des 29 confrères qui y ont laissé leur vie et particulièrement, après ceux que j'ai cités, celles de VINCEY, mort à la tâche à la bergerie d'El Oualadji; d'AILLERIE, mort à son poste en Côte-d'Ivoire, et DELORME, qui ne put survivre à la dépression physique qu'il devait à son surmenage à la direction de l'Institut Pasteur de Kindia.

En Afrique Equatoriale, l'histoire de notre service est, au début, la même que celle de l'Afrique Occidentale, puisque c'est

parallèlement que se firent les périodes de conquête et d'occupation. C'est la création d'un escadron de cavalerie du Tchad qui amena, vers 1900, le premier vétérinaire militaire. Pendant longtemps, le seul vétérinaire de cette unité eût la charge du service.

Aussi, une rétrospective de notre action en A.-E. F. ne manquerait pas de piquant si, à l'effectif actuel, qui comprend 46 vétérinaires, on opposait la seule présence de PÉCAUD ou de MALBRANT, venu le relayer en 1927.

Le cheptel de l'A.-E. F. est inégalement réparti. Cet ensemble de territoires disparates peut être divisé en deux zones :

1° Celle où l'évolution de l'élevage permet une exploitation rationnelle; c'est le cas du Tchad surtout et aussi de l'Oubangui-Chari où l'implantation toute récente d'un cheptel bovin par des nomades venus des pays voisins est une magnifique réussite et un bel exemple ;

2° Celle où l'élevage est pour ainsi dire inexistant et il faut l'accroître ou le créer.

On se rendra compte de l'importance de notre rôle en relevant qu'au Tchad, 58 pour cent de la population tirent leurs ressources de l'élevage et 15 pour cent de l'agriculture et de l'élevage réunis; or, dans certaines zones à double activité, le cheptel a subi une augmentation de 450 pour cent, de 1935 à aujourd'hui, phénomène de la plus haute importance sociale, parce que le cultivateur fait entrer l'animal dans son cycle vital, atteignant ainsi l'échelon de civilisation qui fait suite à la cueillette, puis à la culture pratiquée de façon exclusive.

Ce phénomène tend à se généraliser, notamment au Moyen-Chari.

En Oubangui, où l'élevage était inconnu, l'exploitation du cheptel bovin est maintenant très élevée et concourt à transformer le mode d'existence de la population par l'apport de viande et de lait; les statistiques montrent en effet que le peuplement humain s'accroît là où paissent les troupeaux, alors qu'il décroît dans les districts dépourvus de bétail.

Il est mieux : le Tchad peut maintenant permettre aux populations équatoriales de voir s'atténuer les méfaits de la carence protéinique. Tout comme dans le Queensland australien, la solution est venue de l'avion. Avec des moyens appropriés, les centres d'abattage du Tchad, les frigorifiques installés, permettent maintenant l'approvisionnement des territoires côtiers de l'A.-E. F. et du Cameroun.

Pour que s'étendent les bienfaits que le cheptel tchadien doit porter loin des centres d'élevage, tout un équipement sanitaire

est sur place; les grandes épidémies de peste bovine sont vaincues; le chiffre des vaccinations, en 1954, dépassera le million; les laboratoires que pourrait envier la Métropole sont installés ou en voie d'extension. L'A.E.F. est, comme l'A.O.F., un bel exemple de ce que doivent et devront les populations autochtones à notre service.

Pour plus brève qu'elle soit, l'histoire de l'élevage au Cameroun n'en est pas moins aussi féconde que celle des autres territoires africains.

Dès notre occupation, l'effort porta sur la sauvegarde du capital bétail, richesse majeure de tout le haut Cameroun, et particulièrement de ce plateau de l'Adamaoua, où l'altitude et l'irrigation abondante sont si propices à l'élevage des Bovins.

Après bien des essais et des échecs relatifs, cette région est maintenant livrée au croisement avec des zébus d'Amérique, et les résultats prometteurs permettent d'escompter que cette belle zone d'élevage va être un des éléments majeurs de la promotion économique du Cameroun, fournisseur des territoires étrangers voisins.

Ce résultat, on le devra d'abord à la suppression de ce handicap que fut longtemps l'existence de la peste bovine.

A ce sujet, le souvenir de DAUZATS, mort prématurément, et encore fortement marqué parmi les populations pastorales du nord Cameroun, pourrait le mieux illustrer le crédit obtenu auprès de gens qui considèrent le troupeau comme le plus précieux des biens. C'est ainsi que la langue peul, pourtant très fournie en vocables traitant du bétail, s'est enrichie d'un néologisme. Les jeunes veaux qui, autrefois étaient livrés au Centre Vaccinogène de Maroua pour la préparation des pulpes formolées, furent désignés sous le nom de petits « Dauzal ». L'appellation s'est vigoureusement maintenue et est tout aussi utilisée de nos jours. Pourrait-on rêver meilleur signe de confiance et d'attachement ?

Si, avant la conquête de Madagascar, quelques médecins français avaient pénétré dans la Grande Ile, il ne paraît pas qu'aucun vétérinaire y ait abordé.

Quand le corps expéditionnaire amena avec lui 14 vétérinaires militaires, ceux-ci trouvèrent un cheptel local aux mains d'éleveurs qui professaient pour le zébu un véritable culte, mais ignoraient les soins élémentaires. Les Européens installés dans l'Ile demandaient des consultations par écrit aux vétérinaires de l'Ile Maurice.

Des animaux domestiques, le zébu était de beaucoup le plus intéressant. Il est difficile de savoir à quel moment il avait été introduit, mais sans doute était-il venu des Indes et s'était parfaitement adapté aux conditions locales. Il ne faisait l'objet d'aucun commerce et était surtout considéré comme un signe de richesse. Autour de Tananarive, quelques métis sans bosse provenaient de l'introduction, vers 1840, de taureaux garonnais. Quelques moutons, de rares chevaux, un très faible troupeau porcin, tous animaux d'origines diverses, complétaient ce cheptel sans grande valeur économique. Au point de vue pathologie, la maladie dominante était le charbon, qui transformait toute l'île en un vaste « Champ maudit ».

Avec les 14 vétérinaires militaires qui accompagnaient le corps expéditionnaire, et dont plusieurs restèrent avec le corps d'occupation, commença ce que POISSON, à qui nous devons un excellent historique du service, appelle l'époque du cheval. GALLIÉNI voulait en effet réduire les méfaits du portage, d'où la création du Service vétérinaire, des Haras et de l'élevage, et celle de jumenteries, de dépôts d'étalons; c'est aussi à ce moment qu'est créé l'élevage de l'autruche, qui eut sa période prospère. Puis commence avec CAROUGEAU, qui venait de l'Institut Pasteur de Nyatrang, la période d'organisation et de lutte contre les maladies du bétail, la création des usines de conserves. GEOFFROY devait jusqu'à 1930 créer de nouveaux établissements d'élevage, introduire de nombreux reproducteurs, former des auxiliaires indigènes, assurer l'amélioration des destinées économiques des divers produits animaux.

Après lui, POISSON, DURIEUX, devaient parfaire son œuvre. Si bien que, il y a quelques années, le cheptel bovin que nous avons trouvé improductif et dont les pertes par charbon s'élevaient annuellement à 150.000 têtes, permettait le fonctionnement de 8 usines de conserves, dont 4 traitent aussi le porc, et l'exportation de bœufs vivants vers Maurice, la Réunion. Des reproducteurs, améliorateurs de diverses races, permettaient l'approvisionnement en lait, en beurre, voire en fromage, et aussi l'amélioration du zébu producteur de viande.

Le troupeau porcin a été amélioré à un tel point que le commerce des porcs est une industrie florissante de Madagascar. Les essais de création d'un élevage de moutons à laine a partiellement échoué, alors que l'élevage de la chèvre angora, créé de toutes pièces, a parfaitement réussi.

Et cependant, dans cette île où le nombre de bœufs dépasse celui des habitants, une inquiétude règne, qui traduit bien l'im-

portance économique de l'élevage de Madagascar, et aussi le rôle social du bœuf, peut être plus important que sa valeur propre, laquelle est évaluée à 60 milliards de francs.

C'est qu'on a probablement fondé sur la productivité de ce troupeau des espoirs exagérés et aussi que certains appétits commerciaux ont incité à des abattages trop importants. A ces appétits, il faut apporter modération — car les 800.000 abattages annuels dépassent certainement le croît normal du troupeau — mais aussi donner au service de l'Élevage les moyens d'augmenter la capacité de production des zébus malgaches. C'est une action sérieusement engagée, puisque les vaccinations anti-charbonneuses vont atteindre 90 pour cent du troupeau; à côté de l'Institut Pasteur de Tananarive est en cours d'édification un laboratoire moderne de l'élevage, en même temps que s'étendent les centres de recherches zootechniques, que les reproducteurs bovins viennent du Texas et qu'on fait un grand effort en matière d'hydraulique pastorale.

Pour être plus proches de nous que les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les terres d'Afrique du Nord n'en ont pas moins, par leur aspect nosographique, par la structure de leurs élevages, une parenté que nous retrouvons au long de leur histoire.

En Algérie, pendant la période d'occupation, nos confrères des troupes montées, se préoccupèrent déjà de l'élevage du cheval et des affections qui le frappaient. Puis, rapidement, ils eurent la confiance des dirigeants de notre politique algérienne pour toutes les questions d'élevage. En 1887, était créé un « service vétérinaire sanitaire »; c'était l'époque où à cheval, ou en diligence, parfois à plus de 100 kilomètres de son point d'attache, le vétérinaire va clavéliser; c'est aussi l'époque merveilleuse des découvertes pastoriennes qui permettent la lutte contre le charbon, contre la rage, contre la morve. C'est le moment où BOCQUET, BRIDRE fixent les méthodes de combat contre ces maladies.

Mais c'est aussi à cette période que commence l'œuvre du service de l'Élevage, qu'un texte consacra en 1914, et qui a donné à l'amélioration de l'ensemble du cheptel, par l'action directe ou indirecte, un tel essor qu'actuellement le cheptel qui, au moment où nous sommes arrivés, était si constamment frappé qu'il ne pouvait suffire aux besoins locaux, alimente maintenant 230 abattoirs, 23 usines et conserveries, assure l'exportation de viande de mouton, alimente une chaîne du froid, fournit en lait les agglomérations. Le service assure aussi la surveillance de la

tonte, de la présentation des laines exportées, de l'exportation des œufs.

Aux mains de 80 vétérinaires, les 150 milliards que représente l'élevage algérien est entré récemment dans une phase active nouvelle. Elle sera féconde car, malgré le développement de la viticulture et de la céréaliculture, la production animale demeure en Algérie une source essentielle de richesse pour le présent et pour l'avenir, avec sa population bovine approchant du million et ses 3 millions de moutons.

Au Maroc, quand s'établit le protectorat, le pays était surtout un pays de pasteurs, dont les troupeaux étaient périodiquement décimés par les maladies, la faim et la soif.

Un des premiers gestes de LYAUTEY fut de créer, en 1913, un « service Zootechnique et des Epizooties ». Aussi bien voyait-il dans le médecin et le vétérinaire les meilleurs agents du ralliement de l'esprit et du cœur des autochtones. Avec les vétérinaires militaires d'abord, puis avec les vétérinaires civils, Monod sut construire un édifice qui, amélioré par ses successeurs, permet à ceux-ci de dire avec fierté que la confiance du premier Résident de France au Maroc n'a pas été trahie, pas plus que celle qu'il a acquise depuis en milieu marocain.

Quelques chiffres permettent d'en juger : le cheptel bovin, de 1914 à 1953, est passé de 800.000 têtes à 2 millions; les moutons de 5 millions à 12 millions; les chèvres de 2 millions à 8 millions; en 1953, 2.500.000 vaccinations ont été effectuées.

Le laboratoire de recherches, œuvre de VELU si bien continuée par ZOTTNER, et l'Institut de biologie animale, plus récent, sont aussi des créations qui font honneur à l'œuvre française et à nos collègues.

En Tunisie, notre histoire ne commence guère qu'avec l'organisation du Protectorat, mais combien elle nous est favorable ! Certes, au cours de la campagne qui précéda notre installation, 7 des nôtres étaient morts. Mais quand le rôle de la France tutrice commença, alors que la Tunisie n'était qu'un pays dépeuplé, en grande partie dénudé et aride, n'offrant guère comme ressources que celles de la mer et de l'industrie du sel, Jules FERRY, désireux de faire rechercher les richesses naturelles de la Régence, envoya une mission scientifique dont un des membres était choisi pour ses études antérieures de géologie, de paléontologie, d'anthropologie, réalisées alors qu'il était vétérinaire militaire en Algérie : Philippe THOMAS.

Philippe THOMAS, explorant tout le sud tunisien, y découvrit les

divers gisements de phosphates. Les investigations des géologues qui le suivirent les conduisirent jusque dans le département de Constantine. Ardent propagandiste, il sut, sans en tirer aucun profit, pousser à l'exploitation de cette nouvelle richesse; sa découverte avait décidé de l'avenir de la Tunisie.

Mais là ne se borna pas son action bienfaisante, et l'essor considérable qu'il donna à la fortune de la Tunisie est dû aussi à ce qu'il sut démontrer la vocation oléicole de la région de Sfax en découvrant des souches d'oliviers depuis longtemps disparus et en identifiant des meules à huile datant de l'époque romaine.

Aussi se justifient les paroles du Résident Général qui, inaugurant en 1913, à Tunis, le monument élevé à la mémoire de Philippe THOMAS, disait : « La Tunisie tout entière exalte aujourd'hui le savant sûr de sa méthode, au coup d'œil vraiment génial, grâce à qui l'occupation française, au lieu de suivre pas à pas la lente pénétration de la charrue, a pu procéder par de véritables bonds et étonner par la hardiesse de ses efforts et la rapidité des résultats qu'elle a obtenus ».

Mais Philippe THOMAS n'est pas le seul des nôtres auquel la Tunisie est redevable de ces bienfaits que maintenant on discute. Avec lui, après lui, les vétérinaires militaires de la division d'occupation s'attaquèrent aux questions d'élevage, d'hygiène, de pathologie. Puis, intervint la création d'un service de l'Elevage, dont l'activité peut être calquée sur ce que nous avons vu au Maroc, en Algérie.

Comme TROUETTE en Algérie, GODARD et ses successeurs surent promouvoir non seulement l'élevage ovin, le plus important de la régence, mais organiser l'équipement sanitaire, aidés en cela par les recherches de l'Institut Arloing et celles de l'Institut Pasteur de Tunis, et montrer dans le bel établissement de Sidi-Tabet ce dont nous sommes capables en matière d'amélioration zootechnique.

En Indochine, comme dans toutes les colonies, le service vétérinaire et de l'élevage a été assuré pendant la période de conquête et d'installation, par les vétérinaires militaires. On peut dire, avec JACOTOT, que lorsque les autorités françaises commencèrent à prendre part à l'administration du pays, tout était à faire en matière de défense des animaux de la ferme contre les maladies; et c'est seulement à partir du jour où des techniciens et des colons français entreprirent de mettre en valeur les productions naturelles du sol, que l'amélioration et l'exploitation des espèces domestiquées y furent conduites méthodiquement.

Dès l'époque des Amiraux, de nombreuses dispositions furent prises par le représentant de la France, ou à son instigation, en vue d'assurer la protection et le développement du cheptel; et c'est dans les années précédant la guerre de 1870 que parurent, sous la signature de vétérinaires français, les premières études, les premiers rapports techniques relatifs aux maladies contagieuses du bétail local.

En 1901, le Gouverneur Général créait, dans chaque pays de l'Union, un service vétérinaire Zootechnique et des Epizooties, qui resta jusqu'en 1913 sous l'autorité du vétérinaire principal LEPINTE. Dans les dix années qui suivirent, 20 vétérinaires purent être répartis dans les divers territoires. En 1913 l'effectif total était porté à 53 et, en 1919, une forme nouvelle était donnée à l'organisation par la création d'une Inspection générale auprès du Gouverneur Général et de Direction du service dans chaque pays de l'Union.

Entre temps, un enseignement à deux degrés avait été mis sur pied pour doter le pays de vétérinaires et d'aides-vétérinaires autochtones. Dès 1906 une section spéciale était créée à l'Ecole de Médecine du Tonkin, section qui devait être remplacée, quelques années après, par une Ecole Vétérinaire autonome avec les obligations et les privilèges des établissements d'enseignement supérieur. D'autre part, dès avant 1900, la formation technique des aides-vaccinateurs avait été confiée à l'Institut Pasteur de Nhatrang largement équipé pour l'étude des maladies du bétail et les diverses interventions dont les animaux peuvent être l'objet, et qu'ont illustré les travaux de plusieurs des nôtres et surtout de SCHEIN et de JACOTOT, qu'avaient précédés CARRÉ, CAROUGEAU.

En 1921, l'organisation des services vétérinaires de l'Indochine avait acquis sa forme définitive. Un inspecteur général, résidant à Hanoï, assurait la cohésion des efforts et l'unité d'action; sous son contrôle, les chefs de services locaux exerçaient leur autorité sur un certain nombre de vétérinaires inspecteurs ayant dans leurs attributions la direction d'un secteur territorial, d'un établissement d'élevage ou d'un groupe d'abattoirs; chaque vétérinaire inspecteur était secondé par plusieurs vétérinaires indochinois disposant eux-mêmes d'un nombreux personnel d'aides proposés aux vaccinations, aux castrations, et à diverses tâches d'exécution.

Quelques confrères spécialisés dirigeaient les laboratoires de Microbiologie animale relevant de l'Administration ou dépendant de l'Institut Pasteur. Avec d'autres collègues choisis à cet effet

ils contribuèrent, au cours des années, à la formation professionnelle de plus de 150 vétérinaires indochinois et plus de 300 aides-vaccinateurs annamites, cambodgiens ou laotiens.

Suivirent vingt années de travail méthodique et d'efforts soutenus dont les résultats consacrèrent l'efficacité dans tous les domaines.

La double qualification : zootechnique et des épizooties, qui avait été attribuée au service vétérinaire d'Indochine lors de sa création témoignait, avec une particulière netteté, du désir qu'avait le Gouvernement Général, de nous confier la direction de l'élevage; nos anciens ne se déroberent pas à cette obligation; dès 1891, donnant l'exemple, le vétérinaire principal LEPINTE avait créé à Bach Mai, dans le voisinage immédiat de HANOÏ, des établissements zootechniques qui faisaient le plus grand honneur à notre corps professionnel. D'autres stations furent installées ultérieurement sur tout le territoire, en des sites appropriés; en 1945 on en comptait plus de 15 au Tonkin, en Annam, en Cochinchine, au Cambodge, au Laos.

Consacrées à une ou plusieurs espèces domestiques, ces stations avaient pour mission et l'étude des méthodes d'amélioration et la production de géniteurs améliorés. L'action zootechnique de notre service en rayonnait pour se porter dans les villages et dans les grandes exploitations agricoles; elle fut généralement féconde et marquée par des réussites brillantes dans les cheptels équin, bovin et porcin.

Non moins fructueuses furent nos réalisations dans la défense des troupeaux contre les épizooties régnantes; la rage, la peste bovine, le barbone, le surra, les affections des porcs, des petits ruminants et des oiseaux de basse-cour, furent tour à tour identifiés; et tandis qu'une législation sanitaire adaptée aux conditions locales était élaborée, les laboratoires mettaient à la disposition des vétérinaires de secteurs des moyens de lutte qu'ils ne cessèrent de perfectionner. La seule peste bovine qui tuait, bon ou mal an, 150.000 bœufs ou buffles, en 1900, ne faisait plus que 5.000 morts en 1940.

Dans le domaine des industries animales, la première réalisation des vétérinaires servant en Indochine fut l'institution d'un contrôle de la salubrité des viandes et la construction d'abattoirs dans les capitales de chacun des pays de l'Union, puis dans tous les chefs-lieux de province; créé de toutes pièces, ce service d'inspection s'étendit rapidement aux poissons et volailles, aux œufs et à leurs dérivés; les villes de Saigon-Cholon et de Pnompenh virent respectivement s'élever, entre les deux guerres, des abat-

toirs et des marchés qui, par l'importance de leurs activités et l'agencement de leurs services, répondaient aux besoins les plus vastes en même temps qu'à toutes les exigences de l'hygiène moderne.

Enfin, la production du lait, totalement négligée dans le passé, fut développée dans une mesure telle que la consommation de ce précieux aliment représentait en 1940, vingt-cinq fois ce qu'elle était en 1910.

Telle était la situation quand vinrent la bouleverser les événements tragiques des dernières années. On peut dire sans acrimonie que les destructions systématiques, dans le détail desquelles nous n'avons pas à entrer ici, et chez les auteurs desquels l'aveuglement le disputait à la sottise, ont anéanti pour bonne part l'œuvre qui avait contribué de remarquable façon au relèvement de la condition des populations rurales en même temps qu'au développement du potentiel économique de ce qui fut l'Union Indochinoise.

Souhaitons, sans préjuger de l'avenir, que ne soient pas oubliés le courage et la persévérance que durent déployer nos confrères sous le lourd climat de l'Asie du Sud-Est. Saluons la mémoire de ceux qui payèrent de leur vie leur dévouement aux destinées de l'Indochine, et retenons de la longue liste funèbre que constituent leurs noms ceux de trois d'entre eux qui eurent une fin particulièrement tragique : PESAS, à Nhatrang, premier collaborateur du docteur YERSIN, mort de peste septicémique contractée au laboratoire; BIRou, mort du charbon en 1900, VAUCEL, décapité au sabre, par les Japonais, en 1945.

Quand récemment, les couleurs françaises ont été amenées à Hanoï, on a pu se demander ce qui subsisterait de cette époque glorieuse qui, malgré tout, restera au crédit de la France.

En ce qui nous concerne, ce qui restera, c'est l'exemple et l'enseignement de ceux des nôtres qui n'étaient poussés dans leur exil volontaire que par l'intérêt qu'ils portaient au pays qu'ils servaient; ce qui restera, c'est leur œuvre et aussi celle des colons, réalisée pendant près de trois quarts de siècle; c'est l'équipement et les services installés; c'est le mode de pensée que nous avons amené dans ce pays. Et si nos successeurs se posent aujourd'hui en possesseurs de plein droit, c'est bien aussi au nom des principes dont ils se sont imprégnés dans nos écoles, nos facultés, nos bibliothèques.

Mesdames, Messieurs, nous voilà au bout de ce tour du monde que j'ai volontairement raccourci; pour qu'il fût complet, il eût

fallu que je vous parle aussi de nos interventions au Togo, à la Côte des Somalis, aux Comores, en Nouvelle-Calédonie, dans les établissements d'Océanie. Partout, nous avons été présents, et partout cette présence a été bénéfique.

Partout, nos installations sont les témoins de notre activité, souvent de notre passé, toujours de notre avenir et de nos ambitions.

S'il me fallait mesurer les étapes successives de ces installations, dans un des territoires, je vous dirais d'abord ce qu'était celle de HUZARD, au Sénégal, en lisant ce qu'écrivait peu avant lui le grand naturaliste ADANSON, qui vivait à Saint-Louis dans une case en paille lui servant de laboratoire, au milieu de ses animaux; j'évoquerais la maison en briques de terre sèche où CAZALBOU observait les premiers trypanosomes: puis les trois pièces de maçonnerie couvertes de tuiles qui, en 1917, constituaient au Soudan le logement du Chef de service et le laboratoire; ensuite, en 1924, le laboratoire de Bamako qu'un Gouverneur Général trouvait bien trop riche pour des vétérinaires: celui de Dakar édifié en 1936 et maintenant bien trop petit. Enfin ce grand laboratoire fédéral, à l'inauguration duquel plusieurs d'entre nous participeront dans quelques jours, qui est à la mesure de nos efforts et de nos espoirs.

Et je me disais combien il serait utile que des métropolitains, censeurs plus ou moins logiques de notre œuvre, puissent comparer avec ce vieux laboratoire où, avec RAMON, PETIT, LEMETAYER, THIÉRY, VALLÉE nous initia paternellement à la bactériologie; et même avec ce laboratoire national d'Alfort qui — je ne crois pas, en disant cela, trahir la pensée de mon ami THIÉRY — n'est ni à la mesure de son dévouement, ni à celle des besoins de notre chepel national.

On peut concevoir que le jeune vétérinaire colonial, trouvant à son arrivée de belles installations, ne pense pas à la case d'ADANSON et s'étonne, comme le faisait récemment l'un d'eux, qu'un ustensile de sa salle de bain soudanaise ne soit pas de même teinte que les autres.

Mais il est peut-être bon de rappeler à ceux qui ne connaissent que l'automobile ou l'avion, que la voie leur a été préparée par ceux qui prospectaient à pied, à cheval, à dos de chameau, en pirogue; que si l'amélioration de l'habitat, les victoires de la science médicale, les facilités de communications ont transformé la vie vétérinaire coloniale; si le moment n'est peut-être pas loin où il n'y aura plus guère de raisons sanitaires ou hygiéniques s'opposant au séjour outre-mer, il ne faudrait pas oublier qu'il

n'y avait guère au début d'atténuation aux dangers du milieu géographique. Les témoins en sont les contingents de relève : alors qu'à ce moment la mortalité était en France de 15 à 18 pour mille, elle atteignait parmi les coloniaux au Sénégal, au Congo, en Cochinchine, 90 à 120 pour mille et même, au cours de certaines rales épidémiques, 300 à 600 pour mille.

Il est bon de rappeler aussi qu'il y a eu une période où la lutte contre les épizooties apparaissait comme une gageure, cela jusqu'à ce qu'intervienne PASTEUR.

Cela nous permettra de mieux juger l'aspect d'ensemble de l'OEuvre de nos camarades, que je voudrais maintenant esquisser, en m'excusant d'avance des nombreux oublis ou des omissions parfois volontaires que je commettrai.

*
* *

En matière de pathologie, nous pouvons dire que les grandes affections qui, au siècle dernier, paraissaient s'opposer à nos ambitions, ont cessé d'être une terreur. C'est bien maintenant le vétérinaire colonial qui pourra répondre à cette question que se posait l'un des nôtres avec un heureux lyrisme :

« Quand sur les zéribas souffle le vent du mal, et que la voix des bœufs dit la mort prochaine, lorsque le chamcau s'abat sur la piste du sel en regardant son flanc; quand s'essouffle la chèvre au piquet dans l'enclos qui sent l'urine, qui pourrait apaiser ? »

L'apaisement, le pasteur le devra à ceux qui, bien que notre médecine ne connaisse ni races, ni frontières, que les connaissances scientifiques, biologiques et techniques qui la conditionnent ne trouvent pas partout les mêmes conditions d'application, car interviennent la structure sociale, culturelle, économique du milieu d'application, à ceux qui ont su forger les armes que peuvent maintenant utiliser les jeunes.

VELU, au Maroc; DONATIEN, BRIDRÉ, LESTOQUARD, en Algérie; SCHEIN, JACOTOT, en Indochine; PÉCAUD et ses successeurs, en Afrique noire, n'ont-ils pas supprimé ou réduit les vagues épizootiques de la peste, de la péripneumonie, du charbon, de la clavelée ? Dans les Instituts Pasteur, à Alger, à Tunis, à Casablanca, à Tanger, à Saïgon, à Brazzaville, à Tananarive, n'avons-nous pas été les meilleurs collaborateurs de nos camarades médecins. La confiance des pastoriens ne nous a-t-elle pas laissé la direction exclusive de certains Instituts Pasteurs comme Nya-Trang, comme Kindia; et les travaux de certains de nos propres

laboratoires, n'ont-ils pas eu un intérêt scientifique et pratique remarqué.

Dans le domaine de la parasitologie, n'avons-nous pas mérité cet éloge que me faisait un jour BRUMPT, le maître de la parasitologie moderne : « Ah ! s'il y avait chez tous mes correspondants autant d'enthousiasme et d'ardeur que chez vos confrères ! »

Car, n'est-ce pas, des recherches comme celles d'HOUDMER en Indochine, de ROUSSELOT en Afrique noire méritent qu'on les rappelle, tout comme ne resteront pas dans l'oubli, en ce qui concerne les piroplasmoses, les noms de ceux des nôtres qui firent partie de ce qu'on a appelé justement l'Ecole française d'Alger.

Et, en ce qui concerne la zoologie pure, n'y eut-il pas parmi nous de nombreux correspondants du Muséum d'Histoire naturelle, et les beaux ouvrages de MALBRANT, de JEANNIN, de PRUNIER, ne font-ils pas autorité pour ceux qu'intéresse la faune de l'Afrique noire ?

A notre crédit ne faut-il pas aussi inscrire la création de l'industrie des pêches maritimes et de l'ostréiculture au Sénégal.

Et l'œuvre d'amélioration du cheptel ? Partout, le gonflement de celui-ci, avec ses productions : viandes, lait, peau, assure une nouvelle richesse à de nombreuses populations; le lait distribué là où on ne le connaissait pas; les animaux vivants, les viandes dirigées vers des régions qui n'en voyaient presque jamais; les territoires étrangers tributaires de ces productions, les chaînes du froid installées; l'association bénéfique de l'agriculture et de l'élevage organisée. Tout cela, et bien d'autres réussites, comme la création de jardins botaniques ou zoologiques à Saigon, à Madagascar, au Sénégal, constitue l'histoire de notre service outre-mer. Peut-être pourra-t-on dire plus tard de nos camarades ce que me disait un jour VORONOFF — qui avait été chirurgien du KHEVIVE — de PIOT-BEY, que je prends souvent comme exemple du vétérinaire colonial. PIOT-BEY, me disait donc VORONOFF, a plus fait pour l'influence française en Egypte que la plupart de ceux qui, comme lui, ont servi à l'Institut français du Caire. Et si j'avais un autre modèle à offrir à nos jeunes camarades, je leur demanderais de lire la vie d'ARNOLD THEILER, dont on a pu dire, quand ce vétérinaire suisse fut anobli par les Anglais, qu'il avait fait autant pour la richesse de l'Afrique du Sud que la découverte des mines de diamant.

Enfin, pourquoi ne pas évoquer l'activité de ceux qui, au cours des récentes années — je ne citerai pas leurs noms, parce qu'ils furent tous de mes collaborateurs — ont assuré la présence et

parfois la prééminence de la science et aussi de la pensée française en Iran, au Venezuela ?

On ne m'en voudra pas d'esquisser maintenant l'importance du rôle social et économique de notre service dans les territoires à vocation pastorale comme dans ceux où domine l'agriculture.

La première conséquence de notre action, c'est évidemment l'amélioration du niveau de vie des éleveurs. Mais c'est encore et surtout l'exhaussement des conditions générales d'existence des populations qui, dans les contrées dépourvues de bétail, souffrent de sous-alimentation ou surtout de carence azotée.

Dans beaucoup de régions, en effet, il n'y a pas seulement sous-nutrition, car ces territoires ne connaissent pratiquement plus la famine, mais malnutrition, par faute de protéines surtout animales, et excès d'hydrates de carbone.

Les méfaits de cette carence azotée sont multiples, mais frappent surtout les mères et les enfants; on l'accuse, à la période prénatale, d'entraver la formation des cellules du cerveau chez le fœtus. Elle cause l'affection de carence qui, en Afrique, débute à l'époque du sevrage, tue de nombreux enfants, en rend beaucoup d'autres apathiques, inactifs ou irritables. On lui impute aussi chez certains adultes l'indolence, la lassitude, liées à l'absence de neurones, à la faible épaisseur du cortex.

Une autre répercussion évidente, c'est la pauc natalité, ainsi que le montre l'augmentation du nombre des enfants dans les familles où on introduit viande ou lait. C'est aussi la mortalité infantile par diverses affections, chez les nourrissons à ration déséquilibrée, comme d'ailleurs chez les adultes privés de protéines et victimes préférées des maladies épidémiques ou sporadiques.

D'autres conséquences sociales sont : le portage, par manque d'animaux de bât ou de trait, la destruction du gibier, la consommation des cadavres d'animaux, peut-être l'anthropophagie, sûrement l'état d'évolution, moindre que chez les populations mieux alimentées.

Un autre caractère de ce « milieu » est aussi l'existence de la déformation falciforme des globules rouges, déformation héritée que portent 40 millions de noirs sur 200 millions, et qui est responsable de nombreux cas d'anémie de l'enfance.

Cette malnutrition dont le bilan est peut-être aussi dramatique que celui des grandes endémies, malnutrition et sous-alimentation dont le Président SARRAUT disait : « Nous nous devons de briser ce cercle infernal : l'indigène est sous-alimenté parce qu'il

ne travaille pas et il ne travaille pas parce qu'il est sous-alimenté ».

On pourra objecter que, si les méfaits de la carence protéique sont si importants, ils ne viennent pas forcément du seul manque de viande et de lait. Il en est pourtant ainsi : car on sait bien que ce n'est pas l'azote total d'un aliment qu'il faut considérer, mais plutôt la quantité d'acides aminés. Or, le poisson et les protéines végétales ne peuvent complètement remplacer les acides aminés de la viande.

Malheureusement, dans bien des régions il n'y a même ni poisson, ni gibier. Cela explique que, compte tenu de la population des villes, on pouvait calculer avant guerre que l'indigène d'Afrique-occidentale consommait 4,5 à 5 kilos de viande par an.

On a calculé aussi que, pour produire une ration journalière de 200 grammes de viande au quart de la population et de 100 grammes aux trois autres quarts, il faudrait que la production actuelle de toutes les viandes d'élevage soit multipliée environ par 10 au Congo belge, 8 au Cameroun, 8 en A.-O. F. et en A.-E. F.

On se rend compte de l'ampleur du problème, de ses difficultés, et de la diversité des solutions.

La première consiste évidemment dans l'augmentation du cheptel des populations pastorales. La seconde, chez les sédentaires, devra être la conversion de l'agriculture africaine et asiatique, nécessaire à la constitution d'une ration saine, c'est-à-dire à la production de légumes, de corps gras et surtout de viande et de lait. Mais ce ne sera pas facile, parce que nous nous retrouverons devant le dilemme d'Albert SARRAUT. Et surtout parce que les aliments azotés d'origine animale sont les plus coûteux à produire.

Devra-t-on recourir à l'industrialisation de cette agriculture ? Je ne pense pas que la machine puisse, sur une grande échelle, s'appliquer aux sols africains, si pauvres en humus, et que le paysan noir a depuis des millénaires traités avec une circonspection qui s'allie heureusement avec sa répugnance à l'effort. L'expérience anglaise du Kenya portera peut-être fruit et sans doute livrera-t-on à la mécanisation les seuls sols qui n'en sortent pas dangereusement altérés. Déjà, des essais sont en cours en A.-O. F., et en A.-E. F. Ces expériences onéreuses auront-elles comme effet de lancer sur le marché des matières grasses 100.000 tonnes d'oléagineux ? C'est possible, mais cet apport sera-t-il le bienvenu, et l'avenir africain ne bénéficierait-il pas plutôt

d'une production accrue d'azote alimentaire animale ? Or, cette production dépend d'abord de la promotion de l'élevage existant, ensuite d'une politique agricole moins ambitieuse certes, mais plus à la portée du paysan noir : celle du *Mixed Farming*, avec tous ses avantages : conservation de la fertilité des sols par la fumure animale, extension des surfaces cultivées par la culture attelée, augmentation du rendement, constitution d'un cheptel de rente.

Mais d'autres conséquences sociales et économiques sont à entrevoir : l'éradication de la peste bovine va non seulement permettre de répondre progressivement aux besoins carnés des autochtones, mais aussi d'ouvrir ou d'étendre les débouchés extérieurs.

En milieu nomade, la sécurité sanitaire supprimera les migrations épisodiques ou périodiques provoquées par la nécessité d'abandonner certains secteurs.

Elle facilitera l'association des unités errantes.

Peut-être aussi parviendra-t-on par l'amélioration du milieu, à limiter les déplacements des nomades et même à les arrêter. Certes, on se heurtera pendant longtemps à la mentalité du pasteur pour qui le troupeau est sa banque ou sa caisse d'épargne. Mais on pourra lui apprendre un juste milieu entre la culture et l'élevage, à équilibrer ses ressources par le stockage des fourrages, la mise en défens, la rotation des pâturages.

C'est là une œuvre de longue haleine, car l'élevage relève autant des conditions naturelles que de la « vocation pastorale » des peuples ; or, les éleveurs africains, malgaches, asiatiques, s'adonnent presque toujours à un élevage pour ainsi dire sentimental, les animaux étant l'objet d'une vénération religieuse ou aimés seulement parce qu'ils sont signe de richesse ou de puissance.

Mais la passion que le Pasteur éprouve à l'égard de son bétail tient aussi aux appréhensions que ce dernier lui provoque. Ces liens affectifs disparaissent avec l'assurance qu'apporte le vétérinaire, et peu à peu un cheptel de rente remplace un cheptel de croît : c'est là une évolution sociale importante. Tout comme celle qui doit intervenir dans le secteur agricole pur, quand sera constitué un élevage de ferme, ce qui permettra avec le remembrement des terres exploitées la formation de cellules de production.

Ainsi donc, il paraît bien qu'une des conditions majeures de l'amélioration du standing social et économique des populations dont nous sommes les tuteurs ou les associés soit la lutte contre

cette carence particulière qu'est le manque de protéines animales. Or, il semble que les premiers plans d'équipement sanitaire et culturel ont eu une ambition disproportionnée par rapport à celle qu'on a donnée aux travaux préparatoires qui devraient entraîner les premières modifications de cette carence alimentaire. Il ne faudrait pas que se maintienne ce handicap dans la course dont le départ a été donné entre le médecin d'une part et les producteurs d'azote alimentaire d'autre part, afin qu'on n'arrive pas à ce paradoxe qui consisterait à donner — ainsi qu'on l'a dit — de la pénicilline à des affamés.

Du reste, on obéirait, en supprimant ce paradoxe, à cette conception que nous avons, nous biologistes, du rythme des promotions outre-mer, et que je vous livre sans aucune préoccupation politique, ainsi qu'il sied en cette Compagnie : c'est que, dans des pays insuffisamment développés, s'il importe que soient conduites les promotions sociales, culturelles et politiques, il importe aussi que la promotion économique les accompagne et les précède, car comme le disait si justement JAURÈS, il n'est possible d'aller à l'idéal que par le chemin du réel.

L'élevage représente donc une des plus grandes richesses potentielles de la France d'outre-mer. Pour les seuls territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, c'est-à-dire sans comprendre l'Afrique du nord, l'inventaire le plus récent accuse l'existence de plus de 18 millions de bovidés, 22 millions d'ovidés, 1 million de porcins, sans compter les oiseaux de basse-cour, les chevaux, les chameaux. Cela représente un capital de plus de 500 milliards de francs, la plus grande partie étant possédée par l'Afrique noire.

Et cependant, cet élevage ne répond qu'imparfaitement aux besoins des populations en viande, lait, travail. Cela parce que, en Afrique noire comme à Madagascar, le bétail est localisé en des zones bien limitées; parce que l'expansion lui est interdite par les glossines ou le manque d'eau, parce qu'il est soumis à des disettes saisonnières; que la capacité des pâturages est bien moindre qu'en Europe; que la productivité est faible, la gestion du troupeau irrationnelle, la pathologie très diverse, la commercialisation des produits mal réglée.

C'est à ces diverses carences que doit s'attaquer le service de l'Élevage : équipement sanitaire par les laboratoires, les centres d'immunisation, les parcs de vaccination et de déparasitage, les équipes mobiles de déparasitage, les équipes mobiles de vaccination. Amélioration des conditions d'entretien par une politique étendue d'hydraulique pastorale, les points d'eau ouvrant

de nouvelles zones de pâturages; protection et enrichissement de ceux-ci, constitution de réserves fourragères.

Il faut aussi prévoir l'extension de l'élevage aux zones dépourvues de bétail : c'est le cas pour le Moyen-Congo; c'est le cas, déjà réalisé, pour l'Oubangui-Chari; ce peut l'être en d'autres secteurs.

Un but important aussi est l'amélioration des races locales pour qu'elles fournissent plus rapidement et en plus grandes quantités viande et lait. d'où l'installation de stations de recherches, de multiplication et de diffusion.

Il faut aussi améliorer la gestion du troupeau, faire pénétrer de saines méthodes dans des secteurs pilotes qui éduqueront l'éleveur, guideront son exploitation, lui distribueront des géniteurs, aideront les services agricoles à l'organisation de l'association agriculture-élevage, lutteront avec eux contre la protection et la défense des sols.

Enfin, il appartient à notre service d'améliorer la commercialisation du bétail, des viandes, du lait, des peaux, des autres produits animaux.

Ces tâches si variées, nous avons vu que, peu à peu, les vétérinaires coloniaux avaient démontré au cours des décades précédentes qu'ils pouvaient les assumer. L'organisation actuelle les en rend encore plus dignes. C'est que, à leur formation première acquise dans les Ecoles vétérinaires, où on en a fait à la fois des zootechniciens et des médecins, on a ajouté une formation complémentaire qu'ils acquièrent à l'Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des pays tropicaux. C'est là que leur sont enseignées les notions essentielles concernant le climat, le sol, la flore, la faune, les méthodes d'élevage, les technologies de la viande, du lait, des divers produits animaux de l'alimentation, de la pêche, des conserves, de la faune sauvage, des pâturages, etc., ainsi que les caractères particuliers de la pathologie exotique.

Ainsi sont-ils préparés à cette tâche complexe et indivisible qui, comme le dit LARRAT, prend l'animal du pâturage à l'abattoir, et pour laquelle ils sont véritablement, non plus des vétérinaires coloniaux, dans le sens restrictif que parfois on a voulu attribuer à ce terme — sens bien immérité, vous l'avez vu — mais en réalité des « ingénieurs de la production animale outre-mer ».

« On est contraint de reconnaître, disait LECLAINCHE, que l'élevage sous tous ses aspects et à toutes ses périodes se confond avec l'hygiène, c'est-à-dire avec la médecine préventive, qu'il

s'agisse de la génétique, de l'alimentation et de l'entretien des animaux de toutes espèces, à tous les âges et dans toutes les conditions ».

Plus vrai encore en régions tropicales, en élevage extensif qu'en Europe, ce judicieux précepte est à la base de notre activité. Tout comme en Amérique du Nord et du Sud et dans divers pays d'Europe, comme dans les territoires africains autres que les nôtres, on a compris que la zooprophyllaxie ne se sépare pas de la zootechnie, parce que la première entraîne fatalement les prescriptions de mesures touchant la génétique, la nutrition, l'hygiène; que l'acte médical n'est pas une fin, mais un moyen; que le vétérinaire est le plus souvent le témoin d'une erreur d'exploitation.

De même que la « santé publique » et la « population » ne dépendent que d'un seul et même organisme, la santé animale et la production des animaux outre-mer, même dans les départements d'Algérie, sont confiées à un seul et même service : le service de l'Élevage, placé sous l'égide des vétérinaires.

Nous avons vu combien c'était à la fois juste et conforme aux intérêts des populations pastorales et agricoles.

MESDAMES, MESSIEURS,

J'en termine avec cette défense de notre œuvre coloniale. Au reste, plus elle serait longue, plus elle serait forte par les faits.

J'espère qu'on n'y aura pas vu l'apologie réactionnaire de certaines méthodes périmées. Nous savons bien que, s'il existe entre la Métropole et les territoires d'outre-mer une certaine incompréhension provenant d'illusions réciproques, tous admettent que la fin du régime colonial est un fait accompli.

Mais vous reconnaîtrez aussi avec moi que beaucoup d'entre les vétérinaires coloniaux ont montré que la colonisation a été et reste, aux âmes bien nées, soumise à l'irréfragable loi d'amour et que, pour cela, elle est et ne peut être qu'un apostolat.

Votre patience a été grande; permettez-moi de vous en exprimer ma gratitude, non pas pour moi-même, mais pour cette cause que je me suis efforcé de plaider devant vous, souhaitant que l'autorité de l'Académie s'ajoute aux sentiments confraternels qui m'ont guidé.